Action dans l'Eure : CTL Emplois

Évreux, le 24 janvier 2019

« Je n'ai pas de compte à rendre de mes échanges avec mon administration centrale ! »

Ce sont les mots de notre cher DDFIP qui ont mis un terme à l'entrevue avec **les agents venus envahir le CTL.**
En effet, à l'appel de l'intersyndicale une cinquantaine d'agents sont venus manifester leur mécontentement à Évreux. Ils se sont d'abord **rassemblés en Assemblée Générale devant la Direction** et ont décidé avec les représentants du personnel d'envahir le comité technique du jour.

Leur objectif protester contre les 24 nouvelles suppressions d'emploi enregistrées dans le département et avoir **des réponses claires sur le devenir de nos structures départementales.**

Nous nous sommes donc rendus en salle de réunion où l'administration était déjà installée.

Une fois tout le monde dans la salle chacune des organisations syndicales a procédé à **la lecture d'une déclaration (solennelle** pour Solidaires Finances Publiques en PJ).

Le directeur a ensuite répondu, comme à l'accoutumée, que ce n'était pas lui qui décidait des suppressions d'emploi mais la représentation nationale, élue démocratiquement, et que si cela ne nous convenait pas **nous n'avions qu'à participer au grand débat national**. Chacun appréciera …

Une agente de Louviers a posé une question sur sa structure à laquelle **il n'a pas daigné répondre** considérant que les élections professionnelles venaient d'avoir lieu et qu'il ne discuterait qu'avec les représentants élus sur la localisation des suppressions d'emplois.

Solidaires Finances publiques a rétorqué qu'il participerait au débat national pour continuer à porter haut et fort ses revendications sur la justice fiscale et la justice sociale en organisant ses propres débats.

Nous avons ensuite décliné l'invitation du directeur de participer à la discussion sur la localisation des suppressions de postes considérant que tous les services sont en difficulté et qu'**il n'était pas question pour nous de cautionner quelque suppression de postes que ce soit.**

Action dans l'Eure : CTL Emplois

Évreux, le 24 janvier 2019

« Je n'ai pas de compte à rendre de mes échanges avec mon administration centrale ! »

Si nous avons bien admis que le Directeur n'avait pas la main sur le volume de suppressions de postes , en revanche et comme le sujet de la démocratie était d'actualité, **solidaires finances publiques a précisé à M BRENNER que tous les élus avaient une forte légitimité puisque choisis par les agents alors que lui n'était que nommé.**

Forts de cette légitimité **nous avons demandé au Directeur de nous présenter les réflexions en cours sur l'évolution du département**, qui reste le **sujet le plus anxiogène pour les agents** et **ajoute au mal être et aux mauvaises conditions de travail**.
Nous avions appris que les propositions de chaque direction doivent remonter à la DG pour le 15 février, la consultation ou l'information des OS n'ayant lieu que la seconde quinzaine de mars.

Nous avons fait remarquer que généralement une fois que la DG avait validé les propositions du Directeur, les élus en CT n'avaient plus leur mot à dire la réponse étant souvent « c'est validé par la DG et on ne peut plus rien modifier ».

C'est à ce moment-là, qu'il nous a sorti la grande phrase « je n'ai pas de compte à rendre de mes échanges avec mon administration centrale » qui a exaspéré les agents présents et **nous a conduit à quitter la salle.**

En commentaire nous pouvons dire que **cela illustre la considération du directeur** à l'égard de l'ensemble des agents et de leurs représentants, qu'accessoirement et au cas où, il l'aurait oublié, **il s'agit également de notre administration centrale** et que **les premiers concernés** par la nouvelle cartographie s**ont bien les agents** et qu'à ce titre **ils devraient être pris en considération et les premiers informés !**

Avec les agents présents, il a été **convenu d'organiser sur les sites des Assemblées Générales pour décider des suites et du mouvement à mettre en œuvre dans cette période de mise en place du PAS propice pour permettre d'avoir gain de cause sur nos revendications.**

Les CFP de Louviers et Bernay étaient fermés au public à cause de notre mouvement de grève .
À noter que le taux de grève ne nous a pas été communiqué par la Direction locale.

L'après midi l'intersyndicale a tenu une conférence de presse dans les locaux de Solidaires qui a duré 2 heures, vous pourrez trouver une article dans **Eure Infos de mardi 22 janvier et sur actu.fr** et un autre a du paraître dans Paris Normandie.

Toutes et tous en AG sur vos sites !
Montrons-lui qu'il doit compter avec nous !